

Port Center. Une charte pour fédérer une communauté portuaire



Norbert Métairie, président de Lorient Agglo, maire de Lorient; André Hartereau, 2^e vice-président de Lorient Agglo; Bruno Delsalle, directeur adjoint AIVP; Nathalie Le Magueresse, vice-présidente de Lorient Agglomération chargée du tourisme, des ports et du nautisme.

Après Anvers, Gênes, Le Havre, Dunkerque, Houston (USA), Ashdod (Israël) et Livourne, Lorient Agglomération adopte la charte des missions d'un Port center du réseau mondial des villes portuaires (AIVP). La signature officielle a eu lieu hier, à l'occasion d'un voyage d'étude du président du réseau accompagné d'une vingtaine de membres.

La charte des missions Port center, document cadre innovant élaboré avec la contribution des membres du Port Center Network, ambitionne d'accompagner les territoires qui souhaitent créer une nouvelle ouverture de leur port aux citoyens, sensibiliser les plus jeunes aux métiers et à l'activité portuaire. La démarche rassemble localement l'ensemble des sites et des filières maritimes : construction et réparation navale, pêche, commerce, nautisme et course au

large, tourisme maritime.

Les partenaires du projet animé par Audélor ont fait le constat d'un manque de fil conducteur pour permettre une meilleure animation de la thématique portuaire sur la rade de Lorient.

Un travail sur dix engagements

En 2016, les partenaires et Audélor vont se rassembler pour travailler sur dix engagements qui permettront de définir la stratégie locale de Port center et élaborer un portail internet afin de mettre en œuvre concrètement le principe de la charte.

Si la notion de Ville aux cinq ports est bien ancrée dans les schémas de pensée sur le territoire, c'est un positionnement réellement structurant dans lequel le projet de Port center figure comme une action fédératrice.

Projection. « La Jungle étroite » ce soir, au Bois-du-Château

L'Amap de la source organise une projection du film « La Jungle étroite », ce soir, à la Maison de quartier de Bois-du-Château.

Enclave au cœur d'une vieille cité ouvrière, une forêt jardin de 1.500 fruitiers et grainiers comptant près de 6.000 variétés de semences, relèvent depuis 35 ans de l'association mouscronnoise Fraternité Ouvrière. Le passeur, porte-parole et cheville ouvrière de cet oasis luxuriant, se nomme Gilbert Cardon. Ce bon vivant, ancien syndicaliste, propose gratuitement cours de jardinage et ateliers de taille et de greffage pour tous ceux pour qui jardinage et lien social font sens.

Ce qui ressort de cette structure originellement dédiée à l'éducation permanente, c'est sa vitalité et son souci de faire abonder les possibilités d'existence, de permettre et de multiplier les relations et le partage tant entre les personnes qu'entre les racines de la biodiversité. Mais au jardinier obsédé par le bio, Gilbert, jamais en reste de polémique, rappelle que, lui, préfère bouffer de la merde ensemble que du bio tout seul.

▼ Rendez-vous

Ce soir, à 20 h, à la Maison de quartier de Bois-du-Château (durée du film : 60 mn).

Hôtel des gens de mer. Plusieurs candidats à la reprise

Régis Nescop

L'espoir demeure pour les sept établissements des Hôtels des Gens de mer dont ceux de Lorient, Brest et Saint-Quay Portrieux. Plusieurs candidats à la reprise sont sur les rangs, dont une offre portée par le directeur de l'établissement de Boulogne-sur-Mer.

L'établissement de Lorient espère un nouveau départ après l'audience du 16 juin. (Photo d'archives Robert Le Gall)

Ce n'est qu'une étape mais l'annonce de plusieurs candidatures (six ou huit) - dont deux candidats pour l'ensemble du réseau (sept établissements en France dont ceux de Lorient, Brest et Saint-Quay Portrieux) - à la reprise des hôtels et restaurants des Gens de mer entretient l'espoir d'un nouveau départ. « On sent une grande solidarité autour de nous. Il ne se passe pas un jour sans que l'on nous demande si on va s'en sortir », soupire Marianne Gosse, qui gère l'établissement lorientais depuis quatorze ans. Première conséquence, l'établissement du boulevard Louis-Nail (neuf salariés) peut poursuivre son activité jusqu'aux prochaines échéances judiciaires. Une mince consolation.

Le directeur de Boulogne-sur-Mer candidat

Hier, les candidats avaient jusqu'à



17 h pour déposer leur offre auprès du tribunal de grande instance de Paris. Entre six et huit dossiers ont été déposés, selon l'Agism qui exploite les sept établissements en France. L'un d'eux est porté par le directeur de l'établissement de Boulogne-sur-Mer, Philippe Arnould, associé à un cadre du siège parisien. « Notre ambition est de reprendre l'ensemble du réseau », s'est-il borné à commenter, hier, dans l'attente de connaître le contenu des autres offres. Une candidature qui a reçu d'emblée le soutien de la Lorientaise Marianne Gosse. « Ils connaissent bien l'activité de nos établissements, leur projet est solide, et ils sont très sensibles au devenir des salariés ». C'est également l'option défendue par Jean-Paul Hellequin, le porte-parole CGT des marins du Grand Ouest qui estime que « l'avenir du réseau dépendra du soutien de tous

les salariés à ce projet ». Car d'autres repreneurs convoitent un ou deux établissements, et particulièrement celui de La Rochelle.

Décision le 16 juin

Le syndicaliste met en garde sur le risque d'une « catastrophe sociale. Car il y aura de la casse ». Une centaine de salariés sont concernés. Le syndicat demande que l'Enim et le ministère des Transports, « coresponsables du naufrage », financent le Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE). L'Agism, confrontée à une baisse de fréquentation d'établissements souvent vieillissants et à la perte d'une subvention de l'Enim, était plombée par une dette de 11 M€. La mise en liquidation judiciaire avait été prononcée le 10 mars dernier. Les offres seront examinées le 16 juin par le tribunal de grande instance de Paris.

Monsanto. Le collectif en marche

L'an passé, la marche contre Monsanto avait réuni près de 2.000 personnes jusqu'à Kergroise. Le collectif lorientais se mobilise pour la deuxième année consécutive, demain, et appelle à résister à l'agriculture chimique. Avec cette année, des animations, dès 10 h.

Le collectif contre Monsanto occupera le terrain demain, de 10 h à 22 h. (Photo d'archives Le Télégramme)

Le collectif Lorient marche contre Monsanto, qui lutte contre le symbole de l'agriculture industrielle, s'est remis en ordre de bataille pour préparer la manifestation nationale de demain. Ce sera le seul rassemblement morbihannais et une des trois manifestations organisées en Bretagne, avec Rennes et Brest.

Un collectif fédérateur

Revendiquant « une agriculture durable, respectueuse des agriculteurs comme des écosystèmes et une alimentation saine pour tous », le collectif se veut fédérateur. Une quinzaine d'associations et organisations ont déjà appelé à manifester. Le collectif, plus ambitieux et mieux préparé cette année, occupera le terrain toute la journée de demain, de 10 h à 22 h : le rassemblement est prévu tout au bout du quai des



Indes, avec animations, marché et stands associatifs, pique-nique partagé et petite restauration à midi. La marche (et la vélorution avec parcours spécifique) partira à 14 h jusqu'au bureau du port de commerce, en passant par la rue Faouëdic, le boulevard Leclerc, le cours de Chazelles, la rue du Port et retour quai des Indes. Des concerts sont prévus à partir de 17 h.

« Résistons à l'agriculture chimique »

Dans un communiqué qui appelle à la résistance, le collectif explique : « L'agriculture chimique et industrielle résiste mais ne fonctionne pas. Il y a quelques jours encore, elle a trouvé au Sénat une majorité de sénateurs pour s'opposer à l'interdiction des insecticides néonicotinoïdes, " tueurs d'abeilles " »,

explique le collectif. « Monsanto et consorts organisent la dépendance des paysans. Dans les pays du sud, ils leur imposent la monoculture et la déforestation. En France, c'est la qualité médiocre et l'endettement pour payer les intrants. L'agriculture chimique, c'est aussi l'affaiblissement de la biodiversité et l'accapement du vivant par quelques-uns via les brevets busifs, avec des conséquences durables sur la santé ».

Tout cela à cause de « l'absence de transparence avec un étiquetage déficient, une traçabilité insuffisante et maintenant des OGM cachés (obtenus par mutagenèse et non par transgénèse) ». Après la marche, les manifestants échangeront aussi sur les alternatives concrètes à l'agriculture chimique.